



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle/Meuse  
Division de Nancy**

**Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société MANUFACTURE DE BACCARAT  
la mise à jour de l'Etude des Risques Sanitaires (ERS)  
pour son établissement de BACCARAT**

N° 20221578

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation (NOR : DEVP1311673C) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010-111 du 25 juin 2010 modifié réglementant les activités de la société MANUFACTURE DE BACCARAT à BACCARAT ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CMA/IP/430\_2022 en date du 2 août 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CMA/IP/1504\_2022 en date du 14 septembre 2022 ;

**Vu** le projet du présent arrêté transmis à la société MANUFACTURE DE BACCARAT le 24 novembre 2022 pour observations éventuelles ;

**Vu** le courriel de la société MANUFACTURE DE BACCARAT en date du 23 mars 2023 informant les services préfectoraux de l'absence de commentaire de sa part sur le projet du présent arrêté ;

**Considérant** que les installations exploitées par la société MANUFACTURE DE BACCARAT sur le territoire de la commune de BACCARAT relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que les activités exercées par la société MANUFACTURE DE BACCARAT sur le territoire de la commune de BACCARAT génèrent des émissions dans les eaux superficielles, les eaux souterraines, le sol et les rejets atmosphériques ;

**Considérant** que le changement de matière première et la présence de nouveaux composants doivent faire l'objet d'une connaissance approfondie, notamment au regard des rejets potentiels dans les eaux superficielles, les eaux souterraines, le sol et les rejets atmosphériques ;

../...

**Considérant** que l'Etude des Risques Sanitaires (ERS) est un outil prédictif permettant d'évaluer notamment une situation future liée à un projet ;

**Considérant** que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la société MANUFACTURE DE BACCARAT, que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du COncil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La société MANUFACTURE DE BACCARAT, dont le siège social est situé 20 rue des Cristalleries à BACCARAT, doit respecter les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 : Mise à jour de l'étude des risques sanitaires**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté**, l'étude des risques sanitaires (ERS) mise à jour et intégrant les composants de la nouvelle matière première.

L'ERS actualisée doit tenir compte de la période pendant laquelle les deux matières premières (avec plomb et sans plomb) vont cohabiter sur le site, ainsi que par anticipation, des autres projets de modifications, en particulier en lien avec la poursuite du renouvellement des installations de l'établissement.

L'exploitant propose les valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux pour l'ensemble des rejets atmosphériques et aqueux, qui feront l'objet d'un arrêté de prescriptions complémentaires.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) – Rubrique *Actions de l'Etat > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Publications réglementaires*).

### **Article 5 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

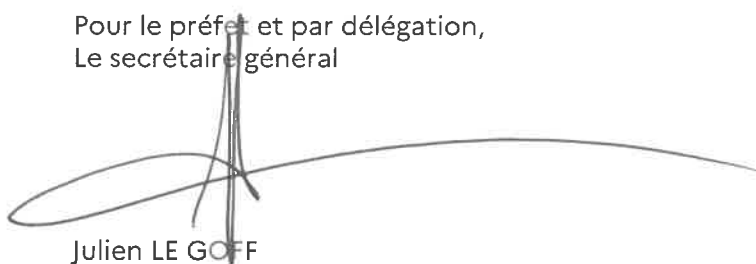
#### **Article 7 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Lunéville et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société MANUFACTURE DE BACCARAT et dont copie sera adressée :

- au maire de BACCARAT,
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le 07 AVR. 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a loop at the end and several vertical strokes intersecting it.

Julien LE GOFF

